

RIEN POUR NOUS SANS NOUS !

Quels défis connaissions-nous avant la pandémie de Covid-19 ?

- Les autorités et autres ont continué à nous harceler, à nous intimider et à nous menacer sur nos lieux de travail
- Nous avions encore du mal à accéder aux espaces publics et aux infrastructures pour gérer nos entreprises
- Il n'y avait toujours pas de protection sociale comme les allocations de chômage, les allocations de maternité, les indemnités de maladie, la protection de la santé ou un cadre juridique pour protéger les travailleurs de l'économie informelle comme nous.
- Nous luttions pour être reconnus et il y avait peu de réglementations qui nous protégeaient en tant que travailleurs de l'économie informelle.

Que s'est-il passé lorsque le Covid-19 nous a tous frappés ?

Les mesures de confinement et de fermetures signifiaient le manque de travail, manque de revenu, manque de nourriture. L'absence de commerce et de ventes a rendu très difficile pour nos membres de mettre de la nourriture sur la table. Dans certaines villes où les taux d'infection étaient élevés, les vendeurs de rue ont même été accusés d'être sources des infections.

Les compétences insuffisantes pour s'adapter à la crise soudaine. Nous manquions de compétences cruciales telles que savoir comment nous protéger et protéger nos clients contre le virus, comment faire passer nos entreprises au régime du travail en ligne et nous n'avions pas les gadgets et les connaissances pour communiquer les uns avec les autres virtuellement.

Les entreprises ont souffert. Beaucoup d'entre nous gagnent maintenant moins qu'avant, car l'économie a ralenti. Certains d'entre nous ont perdu leurs entreprises et n'ont pas été en mesure de les redémarrer.

La non-reconnaissance des travailleurs de l'économie informelle, l'absence de données sur les travailleurs de l'économie informelle et manque/absence de systèmes de protection sociale inclusifs. Dans la plupart des pays, les gouvernements ne « voient » pas les travailleurs de l'économie informelle. Ils ne se mettent jamais à table avec eux. Ils ne reconnaissent que les travailleurs qui sont formellement employés et ceux qui paient des impôts. Ainsi, les mesures gouvernementales n'étaient souvent pas prises en faveur de nos membres.

Nous étions obligés d'emprunter ou de vendre des biens. Sans travail, nous ne pouvions pas régler les emprunts ou payer le loyer, les frais de scolarité ou d'autres factures. Plusieurs ont dû emprunter davantage, les emprunts et les remboursements d'intérêts ont augmenté.

La fermeture des frontières a arrêté le commerce transfrontalier. Ces fermetures ont menacé les moyens de subsistance de nombreuses personnes qui dépendaient des passages des frontières pour gagner leur vie.

Les actes de harcèlements persistants et de violences dans certains pays en raison de l'application des réglementations de Covid. Les agressions provenaient souvent des autorités municipales et de la police. La pression exercée sur les entreprises a tendu les relations avec ceux qui travaillent pour les autres.

Les faits de dépression, d'anxiété, de violence répétée à la maison. Beaucoup d'entre nous ont été déprimés de voir nos familles souffrir et avoir faim. Cela a mis à rude épreuve nos relations à la maison. De nombreuses femmes ont subi plus de violence à la maison de la part de leurs partenaires.

Plus de pression sur les femmes. Plusieurs femmes d'entre nous ont constaté qu'elles passaient de plus en plus de temps à s'occuper de la maison et de leur famille, et quand elles ont repris le travail, les écoles restaient toujours fermées. Elles étaient aux prises avec plus de travail de soins sans pouvoir bénéficier d'un soutien approprié.

LA SURVIE DE NOS MEMBRES A ETE ASSUREE

Des colis alimentaires, de produits d'hygiène et d'EPIs ont été livrés

Nous nous sommes mobilisés à travers le monde pour livrer des colis alimentaires, des produits d'hygiène et des équipements de protection individuelle (EPI). Que ce soit en misant sur la solidarité des syndicats partenaires ou le financement participatif, nous nous sommes assurés que nos membres savaient que personne ne serait laissé pour compte !

La détresse des vendeurs de rue a été rendu visible. Nous nous sommes régulièrement entretenus avec les médias et les décideurs afin que le sort des vendeurs de rue ne puisse être ignoré. Nous publions régulièrement des communiqués de presse sur les nouvelles politiques et dénonçons des situations de harcèlement et de violence. Nous avons rendu visible la détresse des vendeurs de rue.

Nos affiliés sont devenus agents de santé publique. Une fois que les marchés ont été autorisés à rouvrir lentement, nous sommes devenus des agents de santé publique. De la Sierra Leone à El Salvador, les vendeurs de rue étaient actifs pour s'assurer que les marchés publics étaient sûrs pour tous. Nous avons dispensé une formation sur l'hygiène et l'assainissement et avons même désinfecté nous-mêmes les marchés dans de nombreux pays.

L'AUTOSUFFISANCE A ETE SOUTENUE

Ne sachant pas combien de temps durerait la pandémie, nous avons également commencé à envisager des activités alternatives pour générer des revenus. De l'investissement dans des coopératives jusqu'à des projets de riziculture, nous étions préoccupés par l'autosuffisance et la résilience. Dans la mesure du possible, nous avons également financé nos membres pour redémarrer leurs entreprises.

LES AFFILIES SE SONT ASSURES D'AVOIR UNE PLACE À TABLE

Après avoir assuré la survie de nos membres, le plaidoyer est devenu une priorité. Nous avons besoin de nouvelles politiques de protection sociale qui pourraient soutenir les vendeurs de rue. Du soutien aux politiques de revenu de base universel à la promotion de l'accès aux soins de santé, nous étions déterminés à nous asseoir à la table. Là, nous avons entrepris des mesures pour obtenir le soutien des vendeurs de rue auprès des autorités et d'autres. Beaucoup d'entre nous ont bénéficié des colis alimentaires, des soins médicaux pour nos membres et certains ont même obtenu un soutien financier pour les travailleurs de l'économie informelle.

Nous avons exhorté les gouvernements du monde entier à soutenir les travailleurs de l'économie informelle à tous les niveaux. Nous voulions :

- qu'ils introduisent des mesures et mobilisent des ressources pour assurer la sécurité de tous les travailleurs et de leurs revenus
- qu'ils fournissent des soins de santé universels et une allocation d'urgence de base en espèces à tous les travailleurs de l'économie informelle, quels que soient leur nationalité et leur statut de résidence
- qu'ils exemptent tous les travailleurs de l'économie informelle et les plus vulnérables du paiement des factures d'eau, d'électricité, etc. pendant la crise de la Covid-19.

Nous avons partagé des fiches de bonnes pratiques et des lignes directrices, liées au plaidoyer, à la santé, à la solidarité et à la protection sociale, résumées pour les organisations de vendeurs de rue.

Nous avons fourni des mises à jour régulières des informations sur les effets de Covid-19 comprenant les réponses des affiliés, des gouvernements nationaux et d'autres institutions, telles l'OIT, l'OMS, la CSI et leurs structures. Nous avons partagé les stratégies d'expériences des membres de SNI. Les déclarations officielles sont disponibles ici. Les podcasts développés et partagés peuvent être suivis ici. Nous avons également partagé des messages de motivation et avons toujours communiqué pour nous soutenir mutuellement.

Nous avons lancé la campagne de « deux milliards de personnes fortes » avec nos alliés/partenaires en mai 2020, exigeant :

- **Rien pour nous sans nous** – Covid-19 est une opportunité de changer des choses. Les autorités devraient veiller à ce que les travailleurs de l'économie informelle soient inclus dans les processus de prise de décision qui les affectent directement
- **Ne pas nuire** – non aux harcèlements, aux pots-de-vin, aux expulsions forcées et aux démolitions des actifs des travailleurs
- **Voir la transformation** – en agissant ensemble, trouver un nouveau modèle de travail qui soit équitable, redistributif et qui reconnaisse et valorise les contributions de toutes les formes de travail.

Nous avons dispensé une formation en ligne pour renforcer les capacités de nos affiliés en utilisant le potentiel interne et en mobilisant des experts de WIEGO en tant que formateurs, sur des questions liées à la viabilité financière et à des instruments importants, tels que le nouveau programme pour les villes, les ODD et les instruments juridiques de l'OIT.

Nous avons renforcé les capacités du personnel de StreetNet sur :

- Les façons de mener des campagnes de financement participatif, puis organiser une formation en ligne pour les affiliés de StreetNet ;
- La protection sociale, le droit et le caractère informel, ainsi que les nouvelles politiques urbaines et le travail dans l'économie informelle
- Les problèmes clés affectant les membres pendant la crise de Covid-19.

Qu'a fait StreetNet International ?

Nous avons réfléchi avec nos alliés/partenaires comme WIEGO, HomeNet (HNI) (une organisation internationale de travailleurs à domicile), l'Alliance mondiale des récupérateurs de déchets (Global Rec) et la Fédération internationale des travailleurs domestique (IDWF) pour trouver des solutions qui pourraient être utilisées par tous les travailleurs de l'économie informelle.

Nous avons fourni des conseils pratiques aux affiliés sur la façon dont les membres des affiliés pourraient reprendre le travail en toute sécurité pendant la pandémie de Covid-19.

Nous avons fourni du matériel de communication (ordinateurs, smartphones, temps de diffusion, forfaits Internet) et un accès à Internet et à des plateformes en ligne afin que les réunions puissent se tenir virtuellement pour protéger nos affiliés et leurs membres de la Covid-19. Tout cela a contribué à établir une infrastructure de communication entre les affiliés et à améliorer le suivi de leurs activités.

Nous avons fourni des mises à jour régulières en ligne de la situation des affiliés à travers le monde afin que les informations puissent être facilement partagées. Ces informations incluaient :

- Les données sur les membres des affiliés et leur répartition par sexe
- Les détails sur les membres qui ont repris le travail et les difficultés rencontrées par eux
- Les effets de confinement sur les membres.

Que devons-nous faire pour obtenir l'avenir que nous voulons ?

- LOCAL**
 - **Mobiliser et organiser les travailleurs de l'économie informelle** pour construire notre pouvoir collectif ; promouvoir l'unité parmi les travailleurs de l'économie informelle, et parmi les vendeurs en particulier.
 - **Être visible**. Nous devons montrer au public et aux médias qui nous sommes et ce que nous faisons.
 - **Participer à des discussions publiques où nous pouvons exiger la reconnaissance, discuter et examiner toutes les politiques qui nous concernent.**
 - **Tisser des liens économiques** en créant et en soutenant des coopératives, des groupes d'entraide ou tout autre type d'économie sociale et solidaire.
 - Aider les membres à acquérir le **savoir-faire technologique** nécessaire pour vendre en ligne et effectuer des transactions d'argent sans contact et tenir les membres informés au fur et à mesure des mises à jour.
- RÉGIONAL**
 - **Mobiliser, organiser et s'engager au sein des régions** et entre les régions pour partager les meilleures pratiques et apprendre les uns des autres.
- GLOBAL**
 - **Plaider pour la reconnaissance et la voix**, pour une place à la table où nous pouvons discuter et revoir toutes les politiques qui nous concernent.
 - **Donner la priorité aux évaluations sensibles au genre**. Nous devons planifier, mettre en œuvre, surveiller et évaluer toutes les interventions de nos organisations pour nous assurer qu'elles sont efficaces.
 - **Assurer la liaison avec les bailleurs de fonds internationaux et les organisations partageant les mêmes idées** afin qu'ils soutiennent les interventions qui aboutissent à des résultats pour nos membres et pour les travailleurs de l'économie informelle en général.

StreetNet est prête à aider les affiliés !

Vous êtes invités à soumettre vos propositions de projet concernant l'une des activités suivantes :

- **Renforcement des capacités en matière de formation pédagogique/atelier/webinaire**, etc. formation aux techniques de négociation ; actualisation des compétences et réajustement aux plateformes en ligne ; les façons de mener des campagnes de financement participatif ;
- **Projet d'élaboration de politiques** (rédaction de nouvelles politiques/amendements à la protection juridique et sociale existante, soins de santé au niveau national/local) ;
- **Établir la ou les coopératives** comme l'un des types d'économie sociale et solidaire ;
- **Campagne sur toutes les demandes et exigences de plaidoyer pertinentes** pour un problème spécifique à un pays, par exemple l'OIT R202, OIT R204, OIT C190, Nouveau programme pour les villes etc. ;
- **Investissement dans la capacité organisationnelle** ;
- **Visite d'exposition/échange d'expérience** entre les affiliés (si le déplacement est possible).

Établissez un budget clair et montrez comment le projet sera mis en œuvre ainsi que des échéanciers. Le montant des fonds fournis variera de 1 500 à 4 500 dollars américains par projet de l'affilié à un pays en fonction de la taille de l'affilié. Date de mise en œuvre : février 2021 – mai 2022.

Date limite de soumission des projets : le 31 octobre 2021.